Recueil des actes administratifs

■ n° 374

26 novembre 2021

Pages 9277 à 9318

Le recueil des actes administratifs est consultable au bureau 212 (Technoforum, 23 avenue Albert Einstein, BP 33060, 17031 LA ROCHELLE), ainsi que sur le site internet de l'université (<https://www.univ-larochelle.fr/luniversite/infos-statutaires-et-reglementaires>).

Table des matières

Délibérations

Délibération n° 2021-11-22-3-1 du 22 novembre 2021 portant attribution d'une prime exceptionnelle aux personnels contractuels BIATSS, enseignants et enseignants-chercheurs	9281
Délibération n° 2021-11-22-4-1 du 22 novembre 2021 fixant la programmation des actions financées par le produit de la contribution de vie étudiante et de campus.....	9282
Délibération n° 2021-11-22-4-2 du 22 novembre 2022 portant création du certificat de compétences « Concevoir une feuille de route Numérique responsable ».....	9285
Délibération n° 2021-11-22-4-3 du 22 novembre 2021 relative à la demande d'accréditation de l'offre de formation de master 2022-2026.....	9285
Délibération n° 2021-11-22-5-1 du 22 novembre 2021 relative à la prise en charge des frais de déplacements à La Rochelle Université.....	9288
Délibération n° 2021-11-22-6-1 du 22 novembre 2021 portant approbation des statuts du service de santé universitaire (SDSU) de La Rochelle Université.....	9292
Délibération n° 2021-11-22-6-2 portant modification des statuts de l'Institut universitaire des langues.....	9297

Arrêtés

Arrêté n° 2021-476 du 18 novembre 2021 portant nomination des jurys de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit.....	9300
Arrêté n° 2021-477 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury de la licence professionnelle du domaine Droit, Économie, Gestion mention Activités juridiques : assistant juridique.....	9301
Arrêté n° 2021-478 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury de la licence professionnelle du domaine Droit, Économie, Gestion mention Métiers de l'immobilier : gestion et administration de biens.....	9301
Arrêté n° 2021-483 du 18 novembre 2021 portant nomination des jurys de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Gestion parcours Général et parcours Finance, banque, assurance.....	9302
Arrêté n° 2021-512 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury d'admission en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit des assurances.....	9303
Arrêté n° 2021-513 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury d'admission en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit public....	9303
Arrêté n° 2021-514 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury d'admission en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit de l'entreprise.....	9304
Arrêté n° 2021-516 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury d'admission en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit du numérique	9304
Arrêté n° 2021-517 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury d'admission en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Management et administration des entreprises.....	9305

Arrêté n° 2021-522 du 18 novembre 2021 portant composition de la commission pédagogique de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès à la licence deuxième et troisième année du domaine Droit, Économie, Gestion mention Gestion.....	9305
Arrêté n° 2021-524 du 18 novembre 2021 portant composition de la commission pédagogique de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès au niveau de master deuxième année du domaine Droit, Économie, Gestion, mentions Marketing, vente, Tourisme, Management des systèmes d'information, Management et administration des entreprises, Sciences pour l'environnement.....	9306
Arrêté n° 2021-550 du 8 novembre 2021 portant nomination du jury de master du domaine Sciences, Technologies, Santé mention Sciences pour l'environnement parcours Gestion de l'environnement et écologie littorale.....	9307
Arrêté n°2021-552 du 25 octobre 2021 portant nomination du jury du master du domaine Sciences Humaines et Sociales mention Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation.....	9307
Arrêté n° 2021-570 du 8 novembre 2021 portant nomination du jury du Diplôme d'Université Biologie et écologie sous-marine.....	9308
Arrêté n° 2021-571 du 8 novembre 2021 portant nomination du jury du Diplôme d'Université Biosurveillance des écosystèmes méditerranéens.....	9309
Arrêté n° 2021-583 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management à l'association BDE Droit.....	9309
Arrêté n° 2021-584 du 15 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management à l'association Les Cagouillards 16.....	9310
Arrêté n° 2021-587 du 17 novembre 2021 relatif à la création d'une régie d'avance temporaire instituée à la MDE/ESPACE CULTURE concernant le voyage cohésion d'équipe du 13 décembre 2021 au 15 décembre 2021.....	9310
Arrêté n° 2021-588 du 17 novembre 2021 portant nomination d'une régisseuse pour la régie d'avance temporaire instituée à la MDE -ESPACE CULTURE concernant le voyage cohésion d'équipe du 13 décembre 2021 au 15 décembre 2021.....	9312
Arrêté n° 2021-589 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management à l'association Société rochelaise du Droit	9313
Arrêté n°2021-596 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la commission d'aide aux projets étudiants à l'association «Univ'vert LR».....	9313
Arrêté n°221-599 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la commission d'aide aux projets étudiants à l'association « Cobalt ».....	9314
Arrêté n° 2021-601 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la commission d'aide aux projets étudiants à l'association « Les amis de l'IFFCAM ».....	9315
Arrêté n° 2021-603 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la commission d'aide aux projets étudiants à l'association « DPAN ».....	9315
Arrêté n° 2021-604 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la commission d'aide aux projets étudiants à l'association « ASUR ».....	9316
Arrêté n° 2021-605 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la commission d'aide aux projets étudiants à l'association « Géocean ».....	9316
Arrêté n° 2021-606 du 23 novembre 2021 portant modification de l'arrêté n° 2021-51 du 13 janvier 2021 portant délégation de signature pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'université.....	9317

Arrêtés de l'IUT

Arrêté n° 2021-609 du 24 novembre 2021 portant recevabilité des candidatures pour les élections partielles des représentants des personnels de catégories A et C à la commission BIATSS de l'institut universitaire de technologie (IUT).....9318

Délibérations

Délibération n° 2021-11-22-3-1 du 22 novembre 2021 portant attribution d'une prime exceptionnelle aux personnels contractuels BIATSS, enseignants et enseignants-chercheurs

Séance du 22 novembre 2021

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 712-3,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'avis du comité technique du 22 octobre 2021,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité (26 voix),

DÉCIDE

Article 1

Une prime exceptionnelle d'un montant brut de 400 € est versée aux personnels contractuels BIATSS (personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, de service et de santé) remplissant l'une des conditions suivantes :

- > les agents contractuels BIATSS en poste au 1er novembre 2021
- > les agents contractuels BIATSS recrutés afin d'assurer une suppléance en poste au 1er novembre 2020 ayant été présents dix mois en 2021.

Une prime exceptionnelle d'un montant brut de 1 000 € est versée aux personnels contractuels enseignants et enseignants-chercheurs en poste au 1er novembre 2021.

Article 2

Ne sont pas concernés par le versement de la prime mentionnée à l'article 1 :

- > Les agents BIATSS et enseignants, enseignants-chercheurs en congé de longue maladie, en congé de longue durée ou en congé pour grave maladie ayant été présents moins de six mois en 2021
- > Les agents BIATSS contractuels financés sur projets (recherche et hors recherche)
- > Les agents BIATSS contractuels recrutés pour assurer la suppléance de personnels absents (pour cause de maladie, de maternité) ayant été présents moins de 10 mois en 2021
- > Les agents BIATSS contractuels recrutés sur accroissement temporaire ou saisonnier d'activités
- > Les apprentis et les contractuels étudiants
- > Les contractuels doctorants.

Article 3

Le versement de la prime mentionnée à l'article 1 de la présente délibération s'effectue selon les modalités suivantes :

- > Création d'un dispositif de prime d'intéressement pour les personnels contractuels BIATSS et enseignantes et enseignants-chercheurs
- > Application du principe de proratisation du montant servi en fonction de la durée de service sur l'année civile 2021 et de la quotité de travail au 1er novembre 2021
- > Versement unique sur la paie du mois de décembre 2021 avec création d'une ligne distincte sur le bulletin de paie pour permettre une identification aisée de la mesure par les agents.

Fait à La Rochelle, le 22 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Délibération n° 2021-11-22-4-1 du 22 novembre 2021 fixant la programmation des actions financées par le produit de la contribution de vie étudiante et de campus

Séance du 22 novembre 2021

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 841-5 et D. 841-8 à D. 841-11,
Vu les statuts de La Rochelle Université,
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 10 novembre 2021,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité (26 voix),

ADOpte la programmation des actions financées par le produit de la contribution de vie étudiante et de campus annexée à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 22 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Utilisation 2021 :	548 991 €	
Destination	Montant	Domaine
Compensation des boursiers	46 214 €	etu/acsoc
Culture	44 911 €	etu/acsoc
FSDIE	37 000 €	etu/acsoc
SDSU	75 377 €	santé
SUAPSE	131 915 €	etu/acsoc
Action sociale en faveur des étudiants (ASSET)	35 000 €	etu/acsoc
Appels à projet 20-21 (etu/acsoc)	147 680 €	etu/acsoc
Appels à projet 20-21 (santé)	29 195 €	santé
Appels à projet 20-21 (vie étudiante)	1 700 €	vie étudiante
	81%	etu/acsoc
	19%	santé
Utilisation 2022 (prévisionnel) :	475 717 €	
Destination	Montant	Domaine
Compensation des boursiers	46 215 €	etu/acsoc
Culture	44 911 €	etu/acsoc
FSDIE	37 000 €	etu/acsoc
SDSU	75 377 €	santé
SUAPSE	131 915 €	etu/acsoc
Action sociale en faveur des étudiants (ASSET)	35 000 €	etu/acsoc
Appel à projets 2022 (etu/acsoc)	147 470 €	etu/acsoc
Appel à projets 2022 (santé)	22 650 €	santé
Appel à projets 2022 (vie étudiante)	1 800 €	vie étudiante
	79%	etu/acsoc
	21%	santé

porteur	projet	demande 202	budget global	domaine détail	domaine	
MDE	Action associative: salaire animatrice/animateur	27400	27400	accueil	etu/acso	27400
MDE	Aménagement local associatif	13000	13000	culture	etu/acso	13000
MDE	Projet spécifique "vie étudiante" pour FSDIE	5000	5000	culture	etu/acso	0
MDE	Sécurisation actions service / AAP Région	25000	45000	culture	etu/acso	25000
MDE	Etudiants à l'affiche	12286	27286	culture	etu/acso	10000
MDE	Emplois étudiants accueil service	7600	7600	culture	etu/acso	3800
MDE	Crazy Street / Spectacle	5500	5500	accueil	etu/acso	5500
MDE	Vie associative: fonctionnement	7830	7830	accueil	etu/acso	5000
MDE	Heures intermittants du spectacle	3030	3030	culture	etu/acso	3030
VP DD	Semaine du développement durable	1800	1800	vie étudiante	vie étudiante	1800
Suapse	Réhabilitation surface de grand jeu	30000	140000	sport	etu/acso	30000
Suapse	Evaluation et sensibilisation condition physique et santé	1500	3000	sport	etu/acso	1500
Suapse	Augmentation de l'amplitude d'ouverture de la salle de musculation	9320	33560	sport	etu/acso	4660
SDSU	Un air de vérité (théâtre, sensibilisation aux "fake news")	2500	2500	santé	santé	0
SDSU	Sensibilisation à l'alcoolisme	300	300	santé	santé	300
SDSU	Recharge distributeur serviettes hygiéniques SDSU	300	300	santé	santé	0
SDSU	1000 kits culottes/serviettes lavables	28000	28000	santé	santé	19600
SDSU	Sensibilisation au Sida (théâtre de rue/animations)	2750	2750	santé	santé	0
MDI	Accueil des étudiants internationaux (Label qualité FLE)	10000	14000	accueil	etu/acso	0
MDI	Accueil des étudiants internationaux (Label Bienvenue en France)	10000	15000	accueil	etu/acso	0
Dircom	Green Party	20200	20200	accueil	etu/acso	17830
VPE (SEVE)	Accueil L1 Pré-rentrée	5000	5000	accueil	etu/acso	0
AFEV	Mentorat étudiants + valo travail Tiphaine & Agathe	10000	60603	accueil	etu/acso	3500
	TOTAL	238316	468659			171920

Délibération n° 2021-11-22-4-2 du 22 novembre 2022 portant création du certificat de compétences « Concevoir une feuille de route Numérique responsable »**Séance du 22 novembre 2021**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 613-2 et L. 712-3,

Vu les statuts de l'Université,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité (26 voix),

APPROUVE la création du certificat de compétences « Concevoir une feuille de route Numérique responsable » et son inscription auprès de France Compétences en tant que certificateur d'un réseau d'organismes de formation partenaires.

FIXE les tarifs suivants :

Tarifs	
Formation au Certificat de compétences « Concevoir une feuille de route Numérique responsable »	1 700 € TTC
Formation et Certificat de compétences « Concevoir une feuille de route Numérique responsable »	2 200 € TTC
Reversement par les organismes de formation partenaires par candidat à la certification	500 € TTC

Fait à La Rochelle, le 22 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Délibération n° 2021-11-22-4-3 du 22 novembre 2021 relative à la demande d'accréditation de l'offre de formation de master 2022-2026**Séance du 22 novembre 2021**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 613-1 et L. 712-3,

Vu les statuts de l'université,

Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 10 novembre 2021,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 25 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,

APPROUVE la demande d'accréditation de l'offre de formation de master 2022-2026 reportée en annexe de la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 22 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Annexe

Domaine	Diplôme	Mention	Parcours
Droit, économie, gestion	M	Management et administration des entreprises	
Droit, économie, gestion	M	Management des systèmes d'information	Intelligence des systèmes d'information
Droit, économie, gestion	M	Marketing vente	Marketing digital
Droit, économie, gestion	M	Droit des entreprises	
Droit, économie, gestion	M	Justice, procès et procédures	Droit processuel
Droit, économie, gestion	M	Droit public	Droit et action publique territoriale et environnementale
Droit, économie, gestion	M	Droit du numérique	Tiers de confiance et sécurité numérique
Droit, économie, gestion	M	Tourisme	GUEST (Gestion des Unités d'hébergements et Séjours Touristiques)
			E-Tourisme et Ingénierie Culturelle des Patrimoines (ETICP)
Droit, économie, gestion	M	Sciences pour l'environnement	Management environnemental
Sciences humaines et sociales	M	Sciences pour l'environnement	Géographie appliquée à la gestion des littoraux
Sciences, technologies, santé	M	Sciences pour l'environnement	Géosciences et géophysique du littoral
			Gestion de l'environnement et écologie littorale
Sciences, technologies, santé	M	Sciences et génie des matériaux	Durabilité des matériaux et des structures
			Matériaux pour les énergies renouvelables
Sciences, technologies, santé	M	Génie civil	Ingénierie du bâtiment – GI3ER
			Ingénierie du bâtiment – TNCR
Sciences, technologies, santé	M	Biotechnologies	Biochimie
			Génie biotechnologique et management en agro-industries
			Applied Blue Biotechnology Master

Domaine	Diplôme	Mention	Parcours
Sciences, technologies, santé	M	Mathématiques et applications	Mathématiques et interactions, MIX
Sciences, technologies, santé	M	Informatique	Données
			Architecte logiciel
Arts, lettres, langues	M	Langues étrangères appliquées	Langues, culture, affaires internationales – Amériques
			Langues, culture, affaires internationales – Asie-Pacifique
			E-business & E-Commerce Asie Pacifique
Sciences humaines et sociales	M	Management et commerce international	Économie et commerce international – Asie
Sciences humaines et sociales	M	Histoire	Mémoire Patrimoines et Territoires (MEPAT)
			Histoire
			Direction de projets ou établissements culturels (DPEC)
Sciences humaines et sociales	M	Audiovisuel et médias interactifs numériques, jeux	Direction de projets audiovisuels et numériques

Délibération n° 2021-11-22-5-1 du 22 novembre 2021 relative à la prise en charge des frais de déplacements à La Rochelle Université**Séance du 22 novembre 2021**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État, et ses arrêtés d'application,

Vu l'arrêté du 20 décembre 2013 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 et portant politique des voyages des personnels civils des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

Vu de l'arrêté du 26 février 2019 pris en application de l'article 11-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

Vu les statuts de La Rochelle Université,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 24 voix pour, 0 voix contre, 1 abstention,

DÉCIDE :

Article 1 – Reconduction du taux maximum de prise en charge des nuitées à Paris, Grand Paris, « petite couronne » et grandes villes

Pour les nuitées à Paris, Grand Paris (tel que défini à l'article 1^{er} du décret 2015-1212 du 30 septembre 2015 et la Commune de Paris), « petite couronne » (Essonne-91, Hauts-de-Seine-92, Seine-Saint-Denis-93, Val-de-Marne-94, Val-d'Oise-95) et grandes villes (sont considérées comme « grandes villes » les communes dont la population légale est égale ou supérieure à 200 000 habitants), le taux de remboursement des frais d'hébergement par nuitée est fixé à 110 euros maximum (chambre, petit déjeuner et taxe de séjour compris). Ce remboursement s'effectue, aux frais réels, sur production des justificatifs requis.

Article 2 – Reconduction du taux maximum de prise en charge des nuitées en Métropole, applicable au reste du territoire

Le taux de remboursement des frais d'hébergement par nuitée est fixé à 90 euros maximum (chambre, petit déjeuner et taxe de séjour compris), taux « de base ». Ce remboursement s'effectue, aux frais réels, sur production des justificatifs requis. L'adresse retenue pour le calcul du taux de remboursement à appliquer est celle de l'établissement hébergeur.

Article 3 – Cas particuliers des personnalités extérieures invitées par La Rochelle Université sur site, reconduction des taux maximum de prise en charge

Les personnalités scientifiques ou experts, français ou étrangers, extérieurs à la fonction publique, et invités par La Rochelle Université peuvent bénéficier de la prise en charge de leurs dépenses réelles d'hébergement et de restauration sur production de pièces justificatives, sur accord préalable et formalisé du président de l'université, et dans la limite de 25 euros pour la restauration et 100 euros pour l'hébergement.

Article 4 – Reconduction du taux maximum de prise en charge des frais d'hébergement des personnels de La Rochelle Université élus ou nommés au CNU

Les taux sont les suivants :

- > Maximum 83 € pour les réunions dans les villes de Province,
- > Maximum 90 € pour les réunions dans les villes de + de 200 000 habitants et les communes de la métropole du Grand Paris
- > Maximum 110 € pour les réunions à Paris
- > Maximum 120 € pour les réunions de la commission permanente du CNU (CPCNU) à Paris.

Ce remboursement s'effectue, aux frais réels, sur production des justificatifs requis.

Le taux de remboursement du repas est celui fixé par le décret du 3 juillet 2006 susvisé : 17,50 euros par repas.

Article 5

Le conseil d'administration délègue au président la gestion des demandes dérogatoires (cas de force majeure, invitation exceptionnelle d'une personnalité extérieure nécessitant une prise en charge au-delà des plafonds).

Un bilan annuel des mesures dérogatoires est présenté au conseil d'administration.

Article 6 – Simplification de la prise en charge des frais de déplacement en métropole en vertu de l'article 11-1 du décret du 26 février 2021

Lorsque le montant total de l'état de frais ne dépasse pas un montant fixé à 30 euros TTC par arrêté des ministres chargés du budget et de la fonction publique, montant calculé hors indemnité(s) forfaitaire(s) de repas et hors indemnité(s) forfaitaire(s) d'hébergement, l'agent conserve les justificatifs de paiement afférents à l'état de frais jusqu'à leur remboursement par l'administration, à l'exception des justificatifs relatifs aux frais et taxes d'hébergement. La communication des justificatifs de paiement à l'administration ne sera requise qu'en cas de demande expresse de l'ordonnateur.

Les justificatifs liés aux frais d'hébergement doivent systématiquement et dans tous les cas être produits. Le remboursement des frais d'hébergement se fait aux frais réels de l'ensemble des frais éligibles (sont toujours exclus mini-bar, en-cas, cadeaux, etc) quel que soit le fournisseur choisi, dans la limite du plafond voté par le conseil d'administration.

Cas particulier des taxis et des transports alternatifs assimilés type BlablaCar et Uber, pour lesquels un document est toujours demandé pour justifier du recours à ce moyen de transport en métropole.

Article 7 – Simplification de la prise en charge des frais de repas en métropole

Les frais de repas sont remboursés (hors période de convenance personnelle) au forfait de 17,50 € par repas, sur production de la demande de remboursement ad hoc (annexe 1) signée par le responsable budgétaire et le missionnaire.

Article 8 – Simplification de la production des pièces justificatives permettant la prise en charge des frais de déplacement à l'étranger

Les taux de remboursement indiqué dans le référentiel national constituent la base de remboursement.

L'article 2 de l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 prévoit : « Pour l'étranger, les taux des indemnités de mission sont réduits de 65 % lorsque l'agent est logé gratuitement, de 17,5 % lorsqu'il est nourri à l'un des repas du midi ou du soir et de 35 % lorsqu'il est nourri gratuitement aux repas du midi et du soir ».

La demande de remboursement ad hoc (annexe 1) signée par le responsable budgétaire et le missionnaire suffit pour calculer le nombre de repas à prendre en compte dans le per diem.

Article 9 – Recours aux plateformes de réservation type AirBNB

L'établissement recommande le recours à des hébergements professionnels. Cependant, le recours aux plateformes de réservation type AirBNB est possible. Il incombe à l'agent de s'assurer que l'hébergement est couvert par une assurance responsabilité civile.

Le remboursement des frais d'hébergement se fait aux frais réels de l'ensemble des frais éligibles (sont toujours exclus mini bar, en-cas, cadeaux, dégradation, etc) quel que soit le fournisseur choisi, dans la limite des plafonds votés par le conseil d'administration.

Article 10 – Recours aux transports alternatifs type Blablacar et Uber

Le recours à des transports alternatifs type Blablacar et Uber est autorisé dans les mêmes conditions que le recours au taxi (c'est-à-dire, avec production d'un justificatif). L'agent doit au préalable s'assurer que le conducteur a souscrit les assurances permettant de le dédommager en cas de sinistre.

Article 11 – Cas particulier des missions effectuées dans le cadre d'un financement particulier

Le responsable budgétaire s'assure, avant de viser une demande de mission sous FormULR, que les éléments de justification, prévus dans le règlement des financeurs, seront bien conservés et produits par le missionnaire sous la forme requise par le financeur.

Article 12 – Date d'effet

Les mesures présentées entrent en application pour les demandes de remboursement de frais de mission présentées à compter du 23 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Délibération n° 2021-11-22-6-1 du 22 novembre 2021 portant approbation des statuts du service de santé universitaire (SDSU) de La Rochelle Université

Séance du 22 novembre 2021

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-7, L. 712-3, L. 712-6-1, L. 831-1, L. 831-3 et D. 714-20 à D. 714-27,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1411-8 et L. 1411-9,

Vu les statuts de l'université,

Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 14 octobre 2021,

Vu l'avis du comité technique du 22 octobre 2021,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité (25 voix),

APPROUVE les statuts du service de santé universitaire (SDSU) de La Rochelle Université annexés à la présente délibération.

Fait à La Rochelle, le 22 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Statuts du service de santé universitaire

PRÉAMBULE

Afin de respecter l'égalité entre les femmes et les hommes, les présents statuts sont rédigés selon les principes de la rédaction égalitaire. Notamment, les accords en genre obéissent à la règle de proximité ou du sens, et non pas à la règle selon laquelle « le masculin l'emporte sur le féminin ».

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 831-1, L. 831-3 et D. 714-20 à D. 714-27,
Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1411-8 et L. 1411-9,

TITRE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 – Création du service

Conformément à l'article L. 831-1 du code de l'éducation, La Rochelle Université organise une protection médicale et sociale au bénéfice de ses étudiantes et étudiants par la création d'un service de santé universitaire ci-après désigné « SDSU ».

Article 2 – Missions du service

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique d'établissement, le service de santé universitaire est chargé, dans la continuité de la politique de santé en faveur des élèves, d'organiser une veille sanitaire pour l'ensemble de la population étudiante :

1° En effectuant au moins un examen de santé intégrant une dimension médicale, psychologique et sociale au cours de la scolarité de l'étudiante ou l'étudiant dans l'enseignement supérieur ;

2° En assurant une visite médicale à toutes les étudiantes et étudiants exposés à des risques particuliers durant leur cursus ;

3° En assurant le suivi sanitaire préventif des étudiantes et étudiants étrangers conformément à l'article L. 422-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

4° En contribuant au dispositif d'accompagnement et d'intégration des étudiantes et étudiants handicapés dans l'établissement ;

5° En participant aux instances de régulation de l'hygiène et sécurité ;

6° En impulsant et en coordonnant des programmes de prévention et des actions d'éducation à la santé, en jouant un rôle de conseil et de relais avec les partenaires, notamment dans le cadre du plan régional défini à l'article L. 1411-11 du code de la santé publique ;

7° En développant des programmes d'études et de recherches sur la santé des étudiantes et étudiants avec les différents acteurs de la vie universitaire et notamment des études épidémiologiques ;

8° En assurant la délivrance de médicaments ayant pour but la contraception d'urgence auprès des étudiantes ;

9° En assurant la prévention des risques liés à la sexualité dans une approche globale de santé sexuelle ; à ce titre, il peut prescrire des moyens de contraception, un dépistage de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine et des hépatites, orienter vers des professionnels de santé pour une prise en charge adaptée, prescrire un dépistage des infections sexuellement transmissibles et, le cas échéant, leur traitement ambulatoire ;

10° En assurant la prescription et la réalisation de la vaccination dans le respect du calendrier des vaccinations en vigueur ;

11° En assurant la prescription d'un traitement de substitution nicotinique ;

12° En assurant la prescription d'une radiographie du thorax.

En outre, le service est constitué en centre de santé conformément aux dispositions prévues à cet effet. Il peut également contribuer à l'organisation de la gestion de dispositifs d'urgence et d'alerte sanitaire.

Par ailleurs, le service :

- > met en œuvre l'action sociale en faveur des étudiantes et étudiants par la présence d'un service social travaillant en collaboration étroite avec le CROUS dans le cadre d'une convention de coopération entre le service social du SDSU et le service social du CROUS ;
- > facilite l'accès aux soins des étudiantes et étudiants par des consultations diversifiées, notamment : médecine générale et certificats médicaux – médecine spécialisée (planification-gynécologie, psychiatrie) – dépistage des infections sexuellement transmissibles – consultations psychologiques – consultations addictions (cannabis et autres substances) – entretiens d'écoute par médecins, infirmières et infirmiers et assistants et assistantes sociales, avec orientation vers psychologue ou psychiatre si besoin ;
- > peut contribuer à la formation des étudiantes et étudiants notamment dans le cadre du secourisme et des unités d'enseignement ;
- > peut accueillir au sein du service des stagiaires (infirmières et infirmiers, assistants et assistantes sociales, secrétaires...).

Le service peut aussi assurer ces mêmes missions auprès d'autres établissements d'enseignement supérieur, sur leur demande et en fonction des possibilités du service. L'exécution de ces prestations peut être confiée par voie contractuelle au SDSU, moyennant une contribution aux frais de fonctionnement. Ces partenariats font l'objet de conventions signées par les établissements d'enseignement supérieur avec La Rochelle Université.

TITRE 2 – DIRECTION DU SERVICE

Article 3 – Désignation

Le service est dirigé par une directrice ou un directeur assisté d'un conseil. La directrice ou le directeur du service est un médecin nommé dans les conditions fixées par l'article D. 714-24 du code de l'éducation.

Article 4 – Missions

Sous l'autorité de la présidente ou du président de l'université, la directrice ou le directeur administre le service et met en œuvre les missions citées à l'article 2 des présents statuts. Il veille à inscrire les évolutions du service dans la politique de l'établissement en matière d'action sociale et de santé.

Conformément aux dispositions de l'article D. 714-25, la directrice ou le directeur est consulté et peut être entendu sur sa demande par les instances délibérantes et consultatives de l'université, sur toute question concernant la protection de la santé des étudiantes et étudiants.

Il rédige le rapport annuel d'activité qui est présenté à la commission de la formation et de la vie universitaire et transmis à la présidente ou au président de l'université.

TITRE 3 – CONSEIL DU SERVICE

Article 5 – Présidence

Le conseil du SDSU est présidé par la présidente ou le président de l'université ou sa représentante ou son représentant. Il est assisté de la directrice ou du directeur du service et de la vice-présidente ou du vice-président étudiant.

Article 6 – Composition

Le conseil du SDSU comprend 13 membres :

- > Trois membres de droit :
 - la présidente ou le président de l'université ou sa représentante ou son représentant ;
 - la vice-présidente ou le vice-président étudiant ou sa représentante ou son représentant ;
 - la directrice ou le directeur du service.
- > Quatre membres exerçant des fonctions au sein du service, élus par les membres du SDSU :

- un médecin ;
 - un personnel infirmier ;
 - un ou une assistante sociale ;
 - un ou une psychologue.
- > Trois membres élus par et parmi les membres de la commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) :
- une représentante ou un représentant des personnels enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs ;
 - une représentante ou un représentant des étudiantes et étudiants ;
 - une représentante ou un représentant des personnels administratifs, techniques ou sociaux.
- > Trois personnalités extérieures :
- une représentante ou un représentant du CROUS,
 - une représentante ou un représentant du conseil départemental,
 - une représentante ou un représentant de l'agence régionale de santé.

La présidente ou le président peut inviter au conseil toute personne dont il juge la présence utile.

Article 7 – Modalités électorales

Les élections au conseil du SDSU se font au scrutin pluri nominal à un tour. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus jeune des représentantes ou représentants susceptibles d'être proclamés élus.

Article 8 – Durée des mandats

Le mandat des membres élus du conseil du SDSU prend fin à chaque renouvellement de la CFVU, tous les quatre ans pour les personnels, tous les deux ans pour les étudiantes et étudiants.

Le mandat des personnalités extérieures prend fin lorsque l'organisme qu'elles représentent décide de les remplacer.

Lorsqu'un membre du conseil vient à perdre la qualité au titre de laquelle il a été désigné, il est procédé à son remplacement pour la durée du mandat restant à courir.

Les membres du conseil siègent valablement jusqu'à la désignation de leurs successeurs.

Les mandats sont renouvelables.

Article 9 – Missions

Conformément à l'article D. 714-27 du code de l'éducation, le conseil est consulté sur :

- > la politique de santé de l'établissement ;
- > les moyens mis à disposition du service, préalablement à leur adoption par le conseil d'administration de l'université ;
- > le rapport annuel d'activité du service ;
- > le cas échéant, les conventions liant le service à d'autres organismes extérieurs à l'université, préalablement à leur adoption par le conseil d'administration de l'université.

Le conseil approuve le règlement intérieur du service.

Article 10 – Fonctionnement

Le conseil du service se réunit au moins une fois par an.

Il est convoqué par la présidente ou le président soit de sa propre initiative, soit à la demande de la directrice ou du directeur du service, soit à la demande du tiers des membres en exercice du conseil.

La présidente ou le président fixe l'ordre du jour, sur proposition de la directrice ou du directeur du service.

Les convocations sont envoyées aux membres du conseil accompagnées de l'ordre du jour et des documents de travail ainsi que du procès verbal de la séance précédente, au moins huit jours avant le jour de la réunion.

Le conseil ne peut se tenir que si la moitié de ses membres en exercice sont présents ou représentés au début de la séance. Lorsque le quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée dans le délai de huit jours aux membres du conseil qui siège alors valablement sur le même ordre du jour quel que soit le nombre de membres présents.

Les délibérations du conseil sont prises à la majorité des suffrages exprimés des membres présents ou représentés. Les votes se font à main levée.

Tout membre peut donner procuration à tout autre membre ayant voix délibérative. Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Les séances du conseil font l'objet d'un compte-rendu qui est transmis aux membres du conseil et à la présidente ou au président de l'université.

TITRE 4 – DISPOSITIONS FINALES

Article 11 – Modification des statuts

Toute modification des présents statuts est soumise à l'avis préalable du conseil du SDSU. Elle est adoptée par le conseil d'administration.

Délibération n° 2021-11-22-6-2 portant modification des statuts de l'Institut universitaire des langues

Séance du 22 novembre 2021

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 712-3,

Vu les statuts de l'université,

Vu les statuts de l'Institut universitaire des langues,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité (25 voix),

DÉCIDE

À l'article 1 des statuts de l'Institut Universitaire des Langues :

- > les mots « le CIEL (Centre Interpôles d'Enseignement des Langues) et le CFLE (Centre de Français Langue Étrangère) » sont remplacés par les mots « l'IUL-LV (Institut Universitaire des Langues – Langues vivantes) et l'IUL-FLE (Institut Universitaire des Langues – Français langue étrangère) »
- > Au deuxième alinéa, les mots « langues vivantes étrangères » sont remplacés par les mots « langues vivantes ».

À l'article 3 des statuts de l'Institut Universitaire des Langues, l'avant-dernier alinéa est rédigé comme suit : « Les directeurs ou directrices des composantes, de la Direction de l'Orientation et de l'Insertion, de la Direction de la Formation Continue, de la Direction de l'Alternance, de la Bibliothèque Universitaire, de la direction générale des services et de l'agence comptable, la vice-présidente ou le vice-président chargé de la recherche, le directeur ou la directrice de l'école doctorale ou leurs représentants, assistent aux réunions du conseil en qualité d'invités permanents ».

À l'article 4 des statuts de l'Institut Universitaire des Langues, la phrase « Le conseil ne siège valablement que si la moitié au moins des membres est présente » est supprimée.

L'article 5 des statuts de l'Institut Universitaire des Langues est remplacé par l'article suivant :
« Article 5 – Procurations

Tout membre peut donner procuration à tout autre membre ayant voix délibérative. Cette possibilité est également ouverte aux usagers disposant d'un suppléant, dès lors que ce suppléant est lui aussi empêché.

Une même personne ne peut pas recevoir plus de deux procurations ».

Après l'article 5, sont ajoutés les articles suivants :

« Article 6 – Quorum

Le conseil de l'Institut Universitaire des Langues ne peut siéger que si au moins la moitié de ses membres sont présents ou représentés lors de l'ouverture de la réunion.

Ce quorum vaut pour toute la durée de la séance.

Article 7 – Modifications

Les modifications des présents statuts peuvent être demandées par le président ou la présidente de l'université, par le conseil du service, sa co-direction, ou le conseil d'administration de l'université.

Elles sont soumises à l'avis préalable du conseil du service et elles sont approuvées par le conseil d'administration à la majorité absolue de ses membres en exercice ».

Fait à La Rochelle, le 22 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Statuts de l'Institut universitaire des langues

Version consolidée au 22 novembre 2021

Préambule

Afin de respecter l'égalité entre les femmes et les hommes, les présents statuts sont rédigés selon les principes de la rédaction égalitaire. Notamment, les accords en genre obéissent à la règle de proximité ou du sens, et non pas à la règle selon laquelle « le masculin l'emporte sur le féminin ».

Article 1 – Activités

Il est créé, en application des articles D. 714-77 à D. 714-82 du code de l'éducation, un service dénommé Institut Universitaire des Langues, intégré au sein de la Maison de l'International. L'Institut Universitaire des Langues est composé de deux pôles : l'IUL-LV (Institut Universitaire des Langues – Langues vivantes) et l'IUL-FLE (Institut Universitaire des Langues – Français langue étrangère).

Ce service est chargé, en dehors des filières linguistiques de l'université (Langues étrangères appliquées) et hors IUT, de l'organisation des enseignements de langues aux étudiantes et étudiants : langues vivantes et français langue étrangère.

L'Institut Universitaire des Langues propose l'organisation pédagogique générale, les programmes des enseignements de langues dans le cadre de la politique de l'établissement, en concertation avec ses composantes. En complément des cours en présentiel, il développe l'enseignement des langues avec un centre de ressources multimédias, cogéré avec la bibliothèque universitaire, et contribue aux animations linguistiques.

L'Institut Universitaire des Langues participe également aux actions de formation permanente des personnels de l'établissement, organise des écoles d'été, des formations à la carte et des activités culturelles liées à l'apprentissage des langues pour tout public.

Article 2 – Direction

La direction est assurée par deux co-directrices ou co-directeurs élus parmi l'équipe enseignante. Le mandat est de quatre ans, renouvelable.

L'élection se fait au suffrage direct au scrutin de liste à un tour. Chaque liste contient un candidat ou une candidate issue de chaque pôle de l'Institut Universitaire des Langues au sens de l'article 1.

Le dépôt des candidatures est obligatoire. Il s'effectue au moins huit jours francs avant la date du scrutin. Les modalités électorales sont précisées aux articles 1 à 20 du règlement électoral de l'université.

Sont éligibles les enseignantes-chercheuses, les enseignants-chercheurs, les enseignantes, les enseignants et les personnels assimilés titulaires et contractuels à durée indéterminée, sous réserve qu'ils effectuent un volume horaire d'enseignement d'au moins 42 heures de cours ou 64 heures équivalent TD au sein de l'Institut Universitaire des Langues. Les personnels titulaires doivent être en position d'activité et ne doivent pas être en congé de longue durée. Les agents non titulaires doivent être en fonction au jour du scrutin, bénéficier d'un contrat à durée indéterminée et ne pas être en congé de grave maladie.

En cas d'égalité de suffrages entre les candidats, la candidate ou le candidat le plus jeune est déclaré élu.

Sont électeurs et électrices, outre les personnes éligibles, les enseignantes-chercheuses, les enseignants-chercheurs, les enseignantes, les enseignants et les personnels assimilés contractuels à durée déterminée, sous réserve qu'ils effectuent leur service à temps plein au sein de l'Institut Universitaire des Langues.

Sous l'autorité de la présidente ou du président de l'université, les deux co-directrices ou co-directeurs assurent la gestion du service et des personnels enseignants qui sont affectés à l'Institut des Langues, prépare et exécute son budget avec les services de la Maison de l'International.

Article 3 – Gouvernance

L'Institut Universitaire des Langues est administré par un conseil composé comme suit :

- > le président ou la présidente de La Rochelle Université, qui le préside,
- > le vice-président ou la vice-présidente de la commission de la formation et de la vie universitaire,
- > le vice-président ou la vice-présidente chargée des relations internationales,
- > le coordinateur ou la coordinatrice de la Maison de l'International,
- > la direction de l'Institut Universitaire des Langues et les enseignantes et enseignants titulaires ou contractuels rattachés à l'Institut Universitaire des Langues,
- > 3 étudiantes et étudiants (ou leurs suppléants) désignés par et parmi les étudiantes et étudiants au conseil académique.

Les directeurs ou directrices des composantes, de la Direction de l'Orientation et de l'Insertion, de la Direction de la Formation Continue, de la Direction de l'Alternance, de la Bibliothèque Universitaire, de la direction générale des services et de l'agence comptable, la vice-présidente ou le vice-président chargé de la recherche, le directeur ou la directrice de l'école doctorale ou leurs représentants, assistent aux réunions du conseil en qualité d'invités permanents.

D'autres personnalités peuvent être invitées ponctuellement, notamment des représentantes et représentants d'étudiantes et étudiants internationaux.

Article 4 – Missions du conseil

Dans le cadre des missions du service, le conseil de l'Institut Universitaire des Langues contribue à la politique d'établissement en matière d'objectifs, de mise en œuvre, d'orientation et de certification.

Le conseil se prononce sur la liste des enseignements et activités proposés aux étudiantes et étudiants, ainsi que sur les maquettes. Il vote le budget du service. Il est consulté sur tout problème relatif au fonctionnement du service.

Le conseil se réunit au moins une fois par an sur convocation du président ou de la présidente de La Rochelle Université ou à la demande des deux tiers de ses membres en exercice. La co-direction du service prépare les réunions.

Article 5 – Procurations

Tout membre peut donner procuration à tout autre membre ayant voix délibérative. Cette possibilité est également ouverte aux usagers disposant d'un suppléant, dès lors que ce suppléant est lui aussi empêché.

Une même personne ne peut pas recevoir plus de deux procurations.

Article 6 – Quorum

Le conseil de l'Institut Universitaire des Langues ne peut siéger que si au moins la moitié de ses membres sont présents ou représentés lors de l'ouverture de la réunion.

Ce quorum vaut pour toute la durée de la séance.

Article 7 – Modifications

Les modifications des présents statuts peuvent être demandées par le président ou la présidente de l'université, par le conseil du service, sa co-direction, ou le conseil d'administration de l'université.

Elles sont soumises à l'avis préalable du conseil du service et elles sont approuvées par le conseil d'administration à la majorité absolue de ses membres en exercice.

Arrêtés

Arrêté n° 2021-476 du 18 novembre 2021 portant nomination des jurys de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 613-1,
Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence, notamment son article 18,
Vu les statuts de l'université,
Vu les propositions du doyen de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management,

ARRÊTE

Article 1

Le jury du semestre 1 de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit, au titre de l'année universitaire 2021-2022, est composé comme suit :

- > Elsa Kohlhauer, enseignante contractuelle, présidente
- > Philippe Sturmel, maître de conférences
- > Emmanuel Savatier, maître de conférences

Le jury du semestre 2 de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit, au titre de l'année universitaire 2021-2022, est composé comme suit :

- > Elsa Kohlhauer, enseignante contractuelle, présidente
- > Philippe Sturmel, maître de conférences
- > Anne Cathelineau, maîtresse de conférences

Le jury du semestre 3 de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit, au titre de l'année universitaire 2021-2022, est composé comme suit :

- > Philippe Sturmel, maître de conférences, président
- > Caroline Asfar-Cazenave, maîtresse de conférences
- > Laurent Bordereaux, professeur des universités

Le jury du semestre 4 de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit, au titre de l'année universitaire 2021-2022, est composé comme suit :

- > Philippe Sturmel, maître de conférences, président
- > Magali Flores Lonjou, maîtresse de conférences
- > Stéphane Pinon, maître de conférences

Le jury du semestre 5 de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit, au titre de l'année universitaire 2021-2022, est composé comme suit :

- > Dorothee Simonneau, maîtresse de conférences, présidente
- > Sabine Bertolaso, maîtresse de conférences
- > Didier Salvi, professeur associé

Le jury du semestre 6 de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit, au titre de l'année universitaire 2021-2022, est composé comme suit :

- > Dorothee Simonneau, maîtresse de conférences, présidente
- > Stéphane Manson, professeur des universités
- > Agnès Michelot, maîtresse de conférences

Le jury de semestre pair tient lieu de jury d'année.

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-477 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury de la licence professionnelle du domaine Droit, Économie, Gestion mention Activités juridiques : assistant juridique

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 613-1 et L. 712-2 ,
Vu l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle, notamment son article 13,
Vu les statuts de l'université,
Vu les propositions du doyen de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management,

ARRÊTE

Article 1

Le jury de la licence professionnelle du domaine Droit, Économie, Gestion, mention Activités juridiques : assistant juridique, au titre de l'année universitaire 2021-2022, est composé comme suit :

- > François Goliard, maître de conférences, président
- > Anne Cathelineau, maîtresse de conférences
- > Christophe Hermouet, professionnel
- > Sandrine Vantalou, professionnelle

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-478 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury de la licence professionnelle du domaine Droit, Économie, Gestion mention Métiers de l'immobilier : gestion et administration de biens

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 613-1 et L. 712-2,
Vu l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle, notamment son article 13,
Vu les statuts de l'université,
Vu les propositions du doyen de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management,

ARRÊTE

Article 1

Le jury de la licence professionnelle du domaine Droit, Économie, Gestion mention Métiers de l'immobilier : gestion et administration de biens, au titre de l'année universitaire 2021-2022, est composé comme suit :

- > Marie-Sophie Bondon, maîtresse de conférences, présidente
- > François Goliard, maître de conférences
- > Cédric Garrigues, professionnel

> Laëticia Marty, CIPECMA

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-483 du 18 novembre 2021 portant nomination des jurys de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Gestion parcours Général et parcours Finance, banque, assurance

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 613-1,
Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence notamment son article 18,
Vu les statuts de l'université,
Vu les propositions du doyen de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management,

ARRÊTE

Article 1

Le jury des semestres 1 et 2 de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Gestion, au titre de l'année universitaire 2021-2022, est composé comme suit :

- > Sophie Tarascou, enseignante-chercheuse, présidente
- > Cécile Cristau, maîtresse de conférences
- > Thierry Poulain-Rehm, professeur des universités
- > Guillaume Vernhet, professeur agrégé

Le jury des semestres 3 et 4 de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Gestion, au titre de l'année universitaire 2021-2022, est composé comme suit :

- > Cécile Cristau, maîtresse de conférences, présidente
- > Christelle Charbonnier, professeuse certifiée
- > Sophie Tarascou, enseignante-chercheuse
- > Guillaume Verhnet, professeur agrégé

Le jury des semestres 5 et 6 de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Gestion parcours Général, au titre de l'année universitaire 2021-2022, est composé comme suit :

- > Hélène Cardoni, enseignante-chercheuse, présidente
- > Christelle Charbonnier, professeuse certifiée
- > Guillaume Delalieux, professeur des universités
- > Sophie Tarascou, enseignante-chercheuse

Le jury des semestres 5 et 6 de la licence du domaine Droit, Économie, Gestion mention Gestion parcours Finance, banque, assurance, au titre de l'année universitaire 2021-2022, est composé comme suit :

- > Christelle Charbonnier, professeuse certifiée, présidente
- > Cécile Cristau, maîtresse de conférences
- > Sophie Tarascou, enseignante-chercheuse

Le jury de semestre pair tient lieu de jury d'année.

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-512 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury d'admission en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit des assurances**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-6, L. 712-2 et D. 612-36-2,
Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, notamment son article 5,
Vu les statuts de l'université,
Vu les propositions du doyen de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management,

ARRÊTE**Article 1**

Pour l'accès au titre de l'année universitaire 2022-2023 en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit des assurances, le jury d'admission est composé comme suit :

- > Stéphanie Hourdeau, maîtresse de conférences, présidente
- > Vincent Beaulieu, responsable pédagogique parcours Assurances
- > Agnès Pimbert, professeuse des universités

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-513 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury d'admission en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit public**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-6, L. 712-2 et D. 612-36-2,
Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, notamment son article 5,
Vu les statuts de l'université,
Vu les propositions du doyen de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management,

ARRÊTE**Article 1**

Pour l'accès au titre de l'année universitaire 2022-2023 en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit public, le jury d'admission est composé comme suit :

- > Magali Flores-Lonjou, maîtresse de conférences, présidente
- > Laurent Bordereaux, professeur des universités
- > Stéphane Manson, professeur des universités

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-514 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury d'admission en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit de l'entreprise**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-6, L. 712-2 et D. 612-36-2,
Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, notamment son article 5,
Vu les statuts de l'université,
Vu les propositions du doyen de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management,

ARRÊTE**Article 1**

Pour l'accès au titre de l'année universitaire 2022-2023 en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit de l'entreprise, le jury d'admission est composé comme suit :

- > Linda Arcelin, professeuse des universités, présidente
- > Caroline Asfar, maîtresse de conférences
- > François Vendittozzi, avocat

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-516 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury d'admission en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit du numérique**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-6, L. 712-2 et D. 612-36-2,
Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, notamment son article 5,
Vu les statuts de l'université,
Vu les propositions du doyen de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management,

ARRÊTE**Article 1**

Pour l'accès au titre de l'année universitaire 2022-2023 en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Droit du numérique, le jury d'admission est composé comme suit :

- > Mickaël Coustaty, maître de conférences, président
- > Linda Arcelin, professeuse des universités

- > Alain Bobant, huissier de justice, président de la Fédération Nationale des Tiers de Confiance (FNTC)

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-517 du 18 novembre 2021 portant nomination du jury d'admission en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Management et administration des entreprises

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-6, L. 712-2 et D. 612-36-2,
Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, notamment son article 5,
Vu les statuts de l'université,
Vu les propositions du doyen de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management,

ARRÊTE

Article 1

Pour l'accès au titre de l'année universitaire 2022-2023 en première année du master du domaine Droit, Économie, Gestion mention Management et administration des entreprises, le jury d'admission est composé comme suit :

- > Mathieu Paquerot, maître de conférences, président
- > Julien Viau, maître de conférences

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-522 du 18 novembre 2021 portant composition de la commission pédagogique de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès à la licence deuxième et troisième année du domaine Droit, Économie, Gestion mention Gestion

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 613-5, L. 712-2 et D. 613-38 et suivants,
Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence, notamment son article 4,
Vu les statuts de l'université,
Vu les propositions du doyen de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management,

ARRÊTE

Article 1

Pour l'accès au niveau de la licence deuxième et troisième année du domaine Droit, Économie, Gestion mention Gestion au titre de l'année universitaire 2021-2022, la commission pédagogique de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels est composée comme suit :

- > Sophie Tarascou, enseignante-chercheuse contractuelle, présidente
- > Hélène Cardoni, enseignante-chercheuse contractuelle
- > Christelle Charbonnier, professeuse certifiée
- > Cécile Cristau, maîtresse de conférences

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-524 du 18 novembre 2021 portant composition de la commission pédagogique de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès au niveau de master deuxième année du domaine Droit, Économie, Gestion, mentions Marketing, vente, Tourisme, Management des systèmes d'information, Management et administration des entreprises, Sciences pour l'environnement

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 613-5, L. 712-2 et D. 613-38 et suivants,
Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, notamment son article 5,
Vu les statuts de l'université,
Vu les propositions du doyen de la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management,

ARRÊTE

Article 1

Pour l'accès au niveau de master deuxième année du domaine Droit, Économie, Gestion mentions Marketing-vente, Tourisme, Management des systèmes d'information, Management et administration des entreprises, Sciences pour l'environnement, au titre de l'année universitaire 2022-2023, la commission pédagogique de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels est composée comme suit :

- > Mathieu Paquerot, maître de conférences, président
- > Jean-François Berthevas, maître de conférences
- > Florence De Ferran, maîtresse de conférences
- > Florence Euzéby, maîtresse de conférences
- > Gaël Planchais, maître de conférences associé
- > Jean-Charles Rico, maître de conférences
- > Julien Viau, maître de conférences

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-550 du 8 novembre 2021 portant nomination du jury de master du domaine Sciences, Technologies, Santé mention Sciences pour l'environnement parcours Gestion de l'environnement et écologie littorale

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment son article L.613-1,
Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master,
Vu les propositions du directeur de l'Institut Littoral Urbain Durable Intelligent (LUDI),

ARRÊTE

Article 1

Le jury des semestres 3 et 4 du master du domaine Sciences, Technologies et Santé mention Sciences pour l'environnement parcours Gestion de l'environnement et écologie littorale est composé, pour l'année universitaire 2021-2022 de :

- > Vincent Le Fouest, maître de conférences, président
- > Christel Lefrançois, maîtresse de conférences
- > Florence Caurant, maîtresse de conférences
- > Franck Healy, maître de conférences

Article 2

Le jury de semestre pair tient lieu de jury d'année.

Article 3

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 8 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n°2021-552 du 25 octobre 2021 portant nomination du jury du master du domaine Sciences Humaines et Sociales mention Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 613-1
Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master,
Vu les propositions du directeur de l'Institut Littoral Urbain Durable Intelligent (LUDI),

ARRÊTE

Article 1

Le jury des semestres 1 et 2 du master du domaine Sciences Humaines et Sociales mention Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation 1^{er} degré est composé pour l'année universitaire 2021-2022 de :

- > Pierre Pretou, professeur des universités, président
- > Laetizia Collin, professeuse agrégée
- > Marie Delort, professeuse agrégée
- > Véronique Figuet, professeuse agrégée
- > Frédéric Manconi, professeur agrégé

Le jury des semestres 3 et 4 du master du domaine Sciences Humaines et Sociales mention Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation 1^{er} degré est composé pour l'année universitaire 2021-2022 de :

- > Jean-René Cherouvrier, maître de conférences, président
- > Sébastien Morillon, professeur agrégé
- > Natacha Ferlac, enseignante
- > Frédéric Manconi, professeur agrégé
- > Laurence Rivière, enseignante

Le jury des semestres 1 et 2 du master du domaine Sciences Humaines et Sociales mention Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation 2nd degré parcours Histoire-géographie est composé pour l'année universitaire 2021-2022 de :

- > Jean-Sébastien Noël, maître de conférences, président
- > Caroline Blondy, maîtresse de conférences
- > Sébastien Morillon, professeur agrégé
- > Valérie Boulinguez, formatrice académique

Le jury des semestres 3 et 4 du master du domaine Sciences Humaines et Sociales mention Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation 2nd degré parcours Histoire-géographie est composé pour l'année universitaire 2021-2022 de :

- > Jean-Sébastien Noël, maître de conférences, président
- > Sébastien Morillon, professeur agrégé
- > Christelle Morisset, formatrice académique

Article 2

Les jurys des semestres pairs tiennent lieu de jury d'année.

Article 3

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 25 octobre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-570 du 8 novembre 2021 portant nomination du jury du Diplôme d'Université Biologie et écologie sous-marine

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment son article L.613-2,
Vu la délibération du conseil d'administration de La Rochelle Université en date du 25 novembre 2019,
Vu les propositions du directeur de l'Institut Littoral Urbain Durable Intelligent (LUDI),

ARRÊTE

Article 1

Le jury pour la délivrance du Diplôme d'Université Biologie et écologie sous-marine est composé, pour l'année universitaire 2021-2022, de :

- > Christine Dupuy, professeuse, présidente
- > Frédéric Ysnel, intervenant extérieur
- > Vincent Ouisse, intervenant extérieur

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 8 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-571 du 8 novembre 2021 portant nomination du jury du Diplôme d'Université Biosurveillance des écosystèmes méditerranéens**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment son article L.613-2,
Vu la délibération du conseil d'administration de La Rochelle Université en date du 25 novembre 2019,
Vu les propositions du directeur de l'Institut Littoral Urbain Durable Intelligent (LUDI),

ARRÊTE**Article 1**

Le jury pour la délivrance du Diplôme d'Université Biosurveillance des écosystèmes méditerranéens est composé, pour l'année universitaire 2021-2022, de :

- > Christine Dupuy, professeuse, présidente
- > Frédéric Ysnel, intervenant extérieur
- > Vincent Ouisse, intervenant extérieur

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 8 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-583 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management à l'association BDE Droit**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, ses articles L. 712-2, R. 719-51 à R. 719-112,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu les statuts de l'université,
Vu la délibération n° 2009-12-14-2-1 du 14 décembre 2009 modifiée portant délégations de compétences du conseil d'administration au président,
Vu l'arrêté n° 2021-560 du 25 octobre 2021 portant délégation de signature (François Goliard),
Vu l'avis du Conseil du département Droit et Science Politique du 18 novembre 2021,

ARRÊTE**Article 1**

Une subvention de 2000 euros est attribuée à l'association BDE Droit.

Article 2

La dépense sera imputée sur la ligne budgétaire : CRB06/TRANSVERSAL/ADGE DROIT SCIENCE PO au compte 623.

Article 3

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-584 du 15 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management à l'association Les Cagouillards 16**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, ses articles L. 712-2, R. 719-51 à R. 719-112,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu les statuts de l'université,
Vu la délibération n° 2009-12-14-2-1 du 14 décembre 2009 modifiée portant délégations de compétences du conseil d'administration au président,
Vu l'arrêté n° 2021-560 du 25 octobre 2021 portant délégation de signature (François Goliard),
Vu l'avis du Conseil de l'IAE du 15 novembre 2021,

ARRÊTE**Article 1**

Une subvention de 500 euros est attribuée à l'association Les Cagouillards 16.

Article 2

La dépense sera imputée sur la ligne budgétaire : CRB06/TRANSVERSAL/ADGE IAE au compte 623.

Article 3

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 15 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-587 du 17 novembre 2021 relatif à la création d'une régie d'avance temporaire instituée à la MDE/ESPACE CULTURE concernant le voyage cohésion d'équipe du 13 décembre 2021 au 15 décembre 2021**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment son article, ses articles R. 719-51 à R. 719-52, R. 719-79 à R. 719-85,
Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,
Vu l'arrêté du 19 janvier 1994 portant habilitation des ordonnateurs des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et des directeurs d'établissements publics d'enseignements supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès de ces établissements,
Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispenses de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,
Vu les statuts de l'université,

ARRÊTE

Article 1

Une régie d'avance temporaire est instituée au bénéfice de la MDE – Espace Culturel – 3 passage Jacqueline de Romilly 17000 La Rochelle. Cette régie sera installée à compter du 13 décembre 2021 au 15 décembre 2021.

Article 2

Cette régie permet le paiement des frais suivants :

> Billetterie, musées et spectacles.

Article 3

Le montant maximum de l'avance à consentir à la régisseuse ou au régisseur est fixé à 500 € (cinq cent euros) par virement sur le compte bancaire de la régisseuse ou du régisseur.

Article 4

La régisseuse ou le régisseur remet à l'agent comptable la totalité des pièces justificatives des dépenses payées (compléter le fichier Excel) dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date de fin de la régie.

Article 5

Selon la réglementation en vigueur, la régisseuse ou le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement.

Article 6

La régisseuse ou le régisseur ne perçoit pas d'indemnité de responsabilité.

Article 7

La régisseuse ou le régisseur titulaire et le cas échéant la régisseuse ou le régisseur suppléant sont nommés par le président de l'Université avec l'agrément de l'agent comptable.

Article 8

La régisseuse ou le régisseur engage sa responsabilité personnelle et pécuniaire pour les opérations effectuées dans le cadre de la régie.

Article 9

Le directeur général des services et l'agent comptable sont chargés de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université et communiqué au recteur de l'académie de Poitiers et au trésorier payeur général.

Fait à La Rochelle, le 17 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-588 du 17 novembre 2021 portant nomination d'une régisseuse pour la régie d'avance temporaire instituée à la MDE -ESPACE CULTURE concernant le voyage cohésion d'équipe du 13 décembre 2021 au 15 décembre 2021

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles R. 719-51, R. 719-52 et R. 719-79 à R. 719-85,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avance des organismes publics,

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 19 janvier 1994 portant habilitation des ordonnateurs des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et des directeurs d'établissements publics d'enseignements supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur à instituer des régies de recettes et des régies d'avance auprès de ces établissements,

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu l'arrêté n°2021-587 du 17 novembre 2021 portant création d'une régie d'avance temporaire instituée à la MDE-ESPECE CULTUREL concernant le voyage cohésion d'équipe,

Vu les statuts de l'Université,

Vu l'agrément de l'agent comptable de l'Université,

ARRÊTE

Article 1

Madame Solenne GROS DE BELER, directrice de la MDE-Espace Culture, est nommée régisseuse titulaire de la régie d'avance temporaire avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2

Madame Isabelle DUHAMEL-CADARD, Gestionnaire administrative et financière est nommée régisseuse suppléante de Madame Solenne GROS DE BELER.

La suppléance s'exerce en cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel de la régisseuse titulaire, et après avoir établi un procès-verbal de reconnaissance de situation de la régie, daté et signé contradictoirement, de manière à éliminer éventuellement le partage de responsabilité.

Article 3

Madame Solenne GROS DE BELER et Madame Isabelle DUHAMEL-CADARD disposent d'un montant de 500,00 € (cinq cent euros).

Article 4

La régisseuse titulaire et la régisseuse suppléante ne sont pas astreintes à constituer un cautionnement.

Article 5

La régisseuse titulaire ne perçoit pas d'indemnité de responsabilité.

Article 6

La régisseuse titulaire et la régisseuse suppléante sont personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'elles recueillent ou qui leur sont avancés par l'agent comptable, du maniement des fonds et des mouvements du compte de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'elles ont effectuées.

Article 7

La régisseuse titulaire et la régisseuse suppléante ne doivent pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énoncées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constituées comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-15 du code pénal.

Article 8

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'Université.

Fait à La Rochelle, le 17 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-589 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la Faculté de Droit, de Science Politique et de Management à l'association Société rochelaise du Droit**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, ses articles L. 712-2, R. 719-51 à R. 719-112,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu les statuts de l'université,
Vu la délibération n° 2009-12-14-2-1 du 14 décembre 2009 modifiée portant délégations de compétences du conseil d'administration au président,
Vu l'arrêté n° 2021-560 du 25 octobre 2021 portant délégation de signature (François Goliard),
Vu l'avis du Conseil du département Droit et Science Politique du 18 novembre 2021,

ARRÊTE**Article 1**

Une subvention de 3000 euros est attribuée à l'association Société rochelaise du Droit.

Article 2

La dépense sera imputée sur la ligne budgétaire : CRB06/TRANSVERSAL/ADGE DROIT SCIENCE PO au compte 623.

Article 3

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 18 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n°2021-596 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la commission d'aide aux projets étudiants à l'association «Univ'vert LR»**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment ses articles 9-1 et 10,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'avis de la commission d'aide aux projets étudiants du 18 novembre 2021,

ARRÊTE

Article 1

Une subvention de 371,00 euros est attribuée à l'association Univ'vert LR.

Article 2

La dépense sera imputée au CRB 04 :

> sur la ligne budgétaire : /CULTURE/FSDIE : 371,00 euros.

Le paiement se fera en un versement.

Article 3

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 22 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n°221-599 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la commission d'aide aux projets étudiants à l'association « Cobalt »

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment ses articles 9-1 et 10,
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'avis de la commission d'aide aux projets étudiants du 18 novembre 2021,

ARRÊTE

Article 1

Une subvention de 1 500,00 euros est attribuée à l'association Cobalt.

Article 2

La dépense sera imputée au CRB 04 :

> sur la ligne budgétaire : /CULTURE/FSDIE : 1 500,00 euros.

Le paiement se fera en un versement.

Article 3

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 22 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-601 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la commission d'aide aux projets étudiants à l'association « Les amis de l'IFFCAM »**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment ses articles 9-1 et 10,
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'avis de la commission d'aide aux projets étudiants du 18 novembre 2021,

ARRÊTE**Article 1**

Une subvention de 2 000,00 euros est attribuée à l'association « Les amis de l'IFFCAM ».

Article 2

La dépense sera imputée au CRB 04 :

> sur la ligne budgétaire : /CULTURE/FSDIE : 2 000,00 euros.

Le paiement se fera en un versement.

Article 3

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 22 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-603 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la commission d'aide aux projets étudiants à l'association « DPAN »**LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment ses articles 9-1 et 10,
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'avis de la commission d'aide aux projets étudiants du 18 novembre 2021,

ARRÊTE**Article 1**

Une subvention de 2 000,00 euros est attribuée à l'association « DPAN ».

Article 2

La dépense sera imputée au CRB 04 :

> sur la ligne budgétaire : /CULTURE/FSDIE : 2 000,00 euros.

Le paiement se fera en un versement.

Article 3

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 22 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-604 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la commission d'aide aux projets étudiants à l'association « ASUR »

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment ses articles 9-1 et 10,
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'avis de la commission d'aide aux projets étudiants du 18 novembre 2021,

ARRÊTE

Article 1

Une subvention de 1 500,00 euros est attribuée à l'association « ASUR ».

Article 2

La dépense sera imputée au CRB 04 :

> sur la ligne budgétaire : /CULTURE/FSDIE : 1 500,00 euros.

Le paiement se fera en un versement.

Article 3

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 22 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-605 du 18 novembre 2021 portant attribution d'une subvention par la commission d'aide aux projets étudiants à l'association « Géocean »

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment ses articles 9-1 et 10,
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu les statuts de l'université,
Vu l'avis de la commission d'aide aux projets étudiants du 18 novembre 2021,

ARRÊTE

Article 1

Une subvention de 350,00 euros est attribuée à l'association « Géocean ».

Article 2

La dépense sera imputée au CRB 04 :

> sur la ligne budgétaire : /CULTURE/FSDIE : 350,00 euros.

Le paiement se fera en un versement.

Article 3

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 22 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêté n° 2021-606 du 23 novembre 2021 portant modification de l'arrêté n° 2021-51 du 13 janvier 2021 portant délégation de signature pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'université

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 719-51 à R. 719-112,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu l'arrêté n° 2021-51 du 13 janvier 2021 portant délégation de signature pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'université,
Vu les statuts de l'université,

ARRÊTE

Article 1

À l'annexe de l'arrêté n° 2021-51 du 13 janvier 2021 portant délégation de signature pour les opérations de validation électronique, de visa et de certification du service fait dans les applications informatiques financières de l'université, sont ajoutées les lignes suivantes :

Nom	Prénom	CRB	SO	Sous SO	Num. délégation	Début
GUILLEMET	KEVIN	CRB04	PA-CFA		2021-606	26/11/2021
GUILLEMET	KEVIN	CRB04	PA-FP		2021-606	26/11/2021

Article 2

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 23 novembre 2021.

Le président
Jean-Marc Ogier

Arrêtés de l'IUT

Arrêté n° 2021-609 du 24 novembre 2021 portant recevabilité des candidatures pour les élections partielles des représentants des personnels de catégories A et C à la commission BIATSS de l'institut universitaire de technologie (IUT)

(Scrutin du mardi 30 novembre 2021)

LE DIRECTEUR DE L'IUT

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 713-9,
 Vu les statuts de l'université,
 Vu les statuts de l'Institut universitaire de technologie de La Rochelle, notamment l'article 22,
 Vu l'arrêté n° 2021-505 du 19 octobre 2021 portant organisation des élections pour le renouvellement partiel d'un·e représentant·e des personnels BIATSS de catégorie A et pour le renouvellement partiel de deux représentant·es des personnels BIATSS de catégorie C à la commission des personnels BIATSS de l'institut universitaire de technologie de La Rochelle,

ARRÊTE

Article 1 – Recevabilité des candidatures pour le collège des personnels BIATSS de catégorie A

La candidature suivante est déclarée recevable dans le cadre de l'élection des représentants du personnel à la commission BIATSS de l'IUT :

Collège des catégories A		
Nom de la liste	N°	Nom du candidat
	1	Monsieur Frédéric RENAULDON

Article 2 – Recevabilité des candidatures pour le collège des personnels BIATSS de catégorie C

La liste de candidats suivante est déclarée recevable dans le cadre de l'élection des représentants du personnel à la commission BIATSS de l'IUT

Collège des catégories B		
Nom de la liste	N°	Noms des candidats
BIATSS C	1	Monsieur Michel DAUTRIAT
	2	Madame Jocelyne LECRAC

Article 3 – Mesures d'exécution et de publicité

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de l'université.

Fait à La Rochelle, le 24 novembre 2021.

Le directeur de l'IUT,
Cyrille Barthémémy